

officielle, mais il n'y a absolument aucune opposition à la gauche de l'opposition officielle.

Une voix: Répétez cela.

M. Nowlan: J'en arrive maintenant à la canadianisation. Je sais que vous connaissez l'histoire, monsieur l'Orateur. Longtemps avant d'occuper le fauteuil, vous étiez un radiodiffuseur. Vous connaissez les paroles de Hugh MacLennan, le romancier canadien qui a écrit *Two Solitudes*. Déjà, un député ne pouvait se lever pour parler de deux solitudes sans que l'on songe immédiatement aux anglophones et aux francophones. L'ouvrage de M. MacLennan est toujours d'actualité mais, monsieur l'Orateur, il existe d'autres solitudes. Ces solitudes n'ont jamais été aussi évidentes qu'à l'occasion du débat de ce soir sur le bill C-48. Sans vouloir parler de langues ou de personnalités, nous en arrivons à une question d'orientation. Voilà ce qui fait défaut, monsieur l'Orateur, voilà un des maux qui affligent notre pays, nous ne savons pas où nous allons.

Stimulé par le discours du député de Wetaskiwin, (M. Schellenberger) je me suis rendu compte, comme cela arrive quand on écoute avec un esprit ouvert, que ce soir, il est question de producteurs et de parasites; de ceux qui croient dans la motivation du bénéficiaire et de ceux qui croient dans la sanction; nous parlons de bureaucrates par opposition à des hommes d'affaires; d'initiatives et de stimulants par opposition à des contrôles et à des règlements. Essentiellement, c'est de cela dont il est question. Je crois que quelques-uns de nos vis-à-vis partagent mon point de vue mais, malheureusement, je dois dire que la discussion sur le projet de loi se résume ce soir à établir la distinction entre libéraux et conservateurs.

C'est une triste ironie qu'au moment où les premiers ministres provinciaux et notre premier ministre vont s'asseoir à la table de négociation au début de la semaine prochaine pour résoudre nos problèmes, il n'a jamais été aussi évident que nos problèmes sont ici même à la Chambre parce que nous représentons une population partagée en solitudes fondamentales.

Monsieur l'Orateur, vous avez été ici ce soir comme moi et d'autres députés. Nous avons assisté au débat qui dure depuis un an, depuis plusieurs mois. De quoi est-il question? De canadianisation.

● (2140)

M. Deans: Voilà une très bonne question.

M. Nowlan: Nos collègues à ma gauche peuvent bien faire du chahut et affirmer qu'ils ont foi dans le gagne-petit et dans le sans-le-sou. Je crois que ceux qui regardent le débat à la Chambre des communes ce soir, ne sont pas tellement intéressés par la canadianisation et la croissance future de Petro-Canada. Ils aimeraient surtout avoir la certitude de canadianiser leur demeure . . .

M. Deans: A un prix abordable.

M. Nowlan: . . . et savoir que les taux d'intérêt leur permettront de la garder. Ils aimeraient comprendre quand le ministre des Transports (M. Pepin) ou, le premier ministre (M. Trudeau) déclare: «Il arrive un temps où les gouvernements doivent couper, car aucun gouvernement ne peut dépenser indéfiniment. Voilà pourquoi nous ne pouvons dépenser pour les trains.» Il y a bien des Canadiens qui aimeraient croire que si le gouvernement peut dépenser un milliard et demi pour acquérir Petrofina et 650 millions pour Pacific Pete, il peut

fort bien trouver 100 millions pour subventionner les trains en attendant de trouver une formule rentable. VIA Rail ne peut pas comprendre cela et le CN et le CP n'auront jamais l'audace d'avouer comment ils s'y prennent pour plumer VIA Rail, qui est censé être le chemin de fer des Canadiens.

Qu'est-ce qu'il y a d'essentiel pour les Canadiens à part cela? Il n'y a rien de plus essentiel pour les Canadiens qu'une chose—je ne voudrais pas me faire siffler—car elle n'a rien à voir avec les langues—les poids et mesures. C'est tout de même ironique, et une incohérence foncière, que la Chambre des communes n'ait jamais discuté des poids et mesures, c'est-à-dire du système métrique et du principe même du système métrique. Savez-vous pourquoi, monsieur l'Orateur, les Canadiens sont en colère? Ils sont en colère parce que la Chambre des communes fait peu de cas des choses qu'ils considèrent comme fondamentales. Car quoi d'autre est essentiel et sacro-saint et ne suscite pas de débat politique? Les postes canadiennes et la mauvaise qualité du service. Mais au bout du compte, tout cela revient à une chose, la canadianisation dont on peut parler indéfiniment. De nombreux députés de ce côté-ci de la Chambre en ont parlé.

Je viens pour ma part d'une région où l'on croit que le gouvernement devrait aider ceux qui en ont besoin. Je suis fier d'appartenir à un parti qui a réalisé des choses pour ce pays durant le court laps de temps où il a été au pouvoir et qui a aidé ceux qui en avaient besoin, qu'il s'agisse de Radio-Canada, du CN, du BGR—je veux dire le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion—et j'en passe. Durant notre bref passage au pouvoir, nous avons apporté des améliorations aux pouvoirs publics en dépit du peu de temps où nous avons justement été au pouvoir, parce que nous sommes dans l'opposition depuis trop longtemps.

J'aimerais franchement que ce débat se poursuive jusqu'à ce que nous sachions ce que les premiers ministres provinciaux et le premier ministre du Canada pensent de certaines questions fondamentales. Mais ces questions fondamentales gardent leur importance longtemps. Je ne suis pas en train de réduire l'importance du débat constitutionnel, mais j'estime, monsieur l'Orateur, que jamais on n'avait autant vu ces deux solitudes—du moins pas dans le sens que M. MacLennan veut bien donner à cette expression—s'affronter à la Chambre des communes où l'on discute pendant des heures et des heures jusqu'à ce que la population se demande ce qui se passe.

Le débat qui nous occupe actuellement dure depuis des jours. Il est temps, monsieur l'Orateur, avec tout le respect qui vous est dû, que la Chambre des communes s'attaque aux problèmes essentiels du pays, tels que les principes qui sous-tendent ce bill. On peut bien avoir toutes les conférences fédérales-provinciales que l'on voudra, mais il faudrait définir une philosophie—les députés à ma gauche en ont une mais je n'y souscris pas. Ce n'est pas cette philosophie qui a permis à notre pays de devenir ce qu'il est aujourd'hui. Ce n'est pas cette philosophie qui a donné à tant de mes amis du NPD la chance de siéger ici même et de réconcilier leurs principes théoriques et leurs principes philosophiques, parce que cette philosophie oublie un principe d'éthique fondamentale. On ne peut rien obtenir ici-bas à moins de le vouloir. Rien n'est gratuit, comme on l'a prétendu tout à l'heure.